

# CONVENTION DE MASSIF CENTRAL

## PIECES A JOINDRE AU DOSSIER POUR TOUTE DEMANDE DE SUBVENTION

### Pour tous les porteurs de projet

Formulaire unique de demande d'aide rempli, daté et signé en Word et pdf

Annexe 1- Plan de financement (obligatoire pour tous les projets)

Annexe 2- Liste des aides *de Minimis* octroyées ou sollicitées (obligatoire)

*A noter : lorsqu'une aide est attribuée au titre du règlement de minimis, celle-ci fait obligatoirement l'objet d'une notification au porteur (sur l'arrêté, la notification, la délibération ou la convention).*

Document attestant la capacité du représentant légal

Si des co-financements publics et/ou privés sont demandés ou acquis : le cas échéant document attestant de l'engagement de chaque cofinanceur (certifications ou lettres d'intention, conventions et/ou arrêtés attributifs) ; copie du(des) courrier(s) de demande de subvention adressé(s) aux cofinanceurs

Des **justificatifs** et précisions sont à fournir pour **chaque dépense** présentée dans le plan de financement. Le service instructeur doit être en mesure de comprendre comment a été calculé chacun des montants présentés (annexe 1).

Liste nominative des membres de l'organe de gestion du demandeur (conseil d'administration, bureau, conseil municipal...)

Bilans et comptes de résultats certifiés des 3 derniers exercices

### Pièces additionnelles spécifiques aux entreprises

Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné

### Pièces additionnelles spécifiques aux associations

Statuts

Copie de la publication JO ou récépissé de déclaration en préfecture

Délibération de l'organe agréé par les statuts approuvant la demande d'aides

### Pièces additionnelles spécifiques aux collectivités territoriales

Délibération de l'organe agréé par les statuts approuvant la demande d'aides

**NB** : Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'instruction du dossier en fonction de la nature de l'opération et des dépenses présentées.



## MENTIONS LEGALES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande de subvention. Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser aux autorités de gestion des programmes (coordonnées disponibles sur le site [www.massif-central.eu](http://www.massif-central.eu)).

Notez que toutes les informations communiquées à l'administration sont susceptibles de faire l'objet d'un traitement par les services de l'Etat (services fiscaux, préfecture, contrôle de légalité, services de police et gendarmerie, autres services).